

Service des produits de base

Division sur le commerce international et les
produits de base

Minéraux critiques pour la transition énergétique en République démocratique du Congo : évaluation rapide du potentiel de création de valeur et de diversification au sein et au-delà des chaînes de valeur minières

Contexte

La diversification et la complexité économiques sont essentielles à une croissance durable. Les pays produisant des biens complexes nécessitant des compétences, des connaissances et des technologies de pointe pour leur fabrication, sont généralement plus résilients et connaissent une croissance plus rapide. La diversification vers de tels produits favorise la transformation structurelle, améliore la productivité et réduit la vulnérabilité aux chocs externes. Ceci est particulièrement important pour les pays en développement, notamment ceux qui dépendent des exportations de matières premières, très sensibles à la volatilité des prix.

Ce besoin de diversification coïncide avec un moment charnière de la transition énergétique, qui accélère la demande mondiale en minéraux critiques pour la transition énergétique (MCTE). Ces minéraux sont des intrants essentiels à la fabrication de technologies d'énergies renouvelables, telles que les panneaux solaires, les batteries pour véhicules électriques, les batteries de stockage d'énergie et les éoliennes. Producteur majeur de MCTE (cobalt, cuivre et lithium), la République démocratique du Congo est bien placée pour tirer profit de la transition énergétique et potentiellement favoriser un développement inclusif et durable de son économie.

Toutefois, afin de tirer pleinement parti du potentiel de développement lié à ses dotations en MCTE tout en évitant d'accentuer sa dépendance aux matières premières, le pays gagnerait à évaluer ses avantages comparatifs et concurrentiels, ainsi que sa capacité et sa préparation institutionnelle à créer davantage de valeur ajoutée au sein des chaînes de valeur des MCTE et à se diversifier vers d'autres produits et secteurs d'activités.

» Financé par le gouvernement japonais



From
the People of Japan



Dans ce contexte, ce projet vise à aider le pays bénéficiaire à identifier des produits et des secteurs accessibles et à forte valeur ajoutée, afin de soutenir sa création de valeur ajoutée et sa diversification économique.

Ce projet s'appuie sur une méthodologie déjà mise en œuvre dans le cadre d'initiatives de coopération technique de la CNUCED, notamment dans le projet « Minerais essentiels à la transition énergétique : évaluation rapide de la capacité de création de valeur ajoutée et de diversification en Afrique australe » conduit en Namibie,¹ en Zambie² et à Madagascar.³

En Namibie, l'évaluation a identifié 353 produits répartis dans 23 secteurs, dont 60 directement liés aux chaînes de valeur des minéraux critiques. Dans un scénario d'exportation mondiale, 200 produits présentent un potentiel d'exportation estimé à 811 millions de dollars des États-Unis, dont 221 millions de dollars des États-Unis pour 33 produits liés aux minéraux critiques. Le développement d'un ensemble prioritaire de ces produits pourrait mobiliser environ 2,13 milliards de dollars des États-Unis d'investissements et créer près de 26 460 emplois, en particulier dans la sidérurgie, les machines et équipements mécaniques, les articles en cuivre et autres métaux, ainsi que les équipements électriques.

En Zambie, l'analyse a permis d'identifier 412 produits répartis dans 25 secteurs, dont 73 directement liés aux chaînes de valeur des minéraux critiques. Parmi ces opportunités, 226 produits présentent un potentiel d'exportation estimé à 1,4 milliard de dollars des États-Unis, dont 538,6 millions de dollars des États-Unis pour 45 produits liés aux minéraux critiques. Le développement d'un ensemble prioritaire de ces produits nécessiterait environ 1,21 milliard de dollars des États-Unis d'investissements et pourrait générer près de 115 000 emplois, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, des plastiques, du papier et carton, des produits chimiques, des machines et équipements, et des articles en cuivre et autres métaux.

À Madagascar, l'évaluation a identifié 259 produits répartis dans 23 secteurs, dont 39 directement liés aux chaînes de valeur des minéraux critiques. Dans un scénario d'exportation mondiale, 209 produits présentent un potentiel d'exportation estimé à 1,1 milliard de dollars des États-Unis, dont 238 millions de dollars des États-Unis pour 29 produits liés aux minéraux critiques. Le développement d'un ensemble prioritaire de 124 produits validés pourrait mobiliser environ 1,82 milliard de dollars des États-Unis d'investissements et créer près de 19 700 emplois, en particulier dans l'habillement et les textiles, le papier et carton, les produits chimiques, les plastiques, les équipements électriques et la transformation alimentaire.

Enfin, ce projet s'appuie sur le prolongement des travaux analytiques et normatifs de longue date menés par la CNUCED sur les minéraux essentiels à la transition énergétique et, plus largement, sur les matières premières, ainsi que sur leur contribution potentielle à la diversification économique et au développement durable. Ces travaux incluent notamment la Note technique sur les minéraux critiques⁴ et le Rapport sur les matières premières et le

¹ https://unctad.org/system/files/official-document/tcsditcinf2026d2_en.pdf

² https://unctad.org/system/files/official-document/tcsditcinf2026d3_en.pdf

³ https://unctad.org/system/files/official-document/tcsditcinf2026d6_fr.pdf

⁴ https://unctad.org/system/files/official-document/ditcmisc2023d1_en_0.pdf



développement 2023.⁵

Il tire également parti du rôle de la CNUCED en tant que Secrétariat du Groupe du Secrétaire général chargé de la question des minéraux critiques pour la transition énergétique, en intégrant les enseignements issus de la collaboration avec des représentants gouvernementaux, des organisations intergouvernementales et des acteurs non étatiques, notamment l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Conseil international des mines et métaux (ICMM). Plus récemment, le projet bénéficie également du rôle de la CNUCED en tant que coprésidente de l'Équipe spéciale des minéraux critiques pour la transition énergétique⁶ et co-responsable des groupes techniques chargés de la mise en œuvre des recommandations concrètes 1 et 2 du Groupe du Secrétaire général.

Objectifs

Ce projet vise à renforcer la capacité de la République démocratique du Congo à analyser son positionnement stratégique dans certaines chaînes de valeur des MCTE et à identifier de nouveaux produits et secteurs porteurs de diversification économique.

Méthodologie

1. **Cartographie des parties prenantes dans les chaînes de valeur des MCTE**, en collaboration avec les homologues gouvernementaux et les acteurs concernés de la société civile.
2. **Analyse de la complexité économique et de l'espace des produits** afin d'identifier les opportunités de création de valeur ajoutée locale et de diversification. À partir des données commerciales de la CNUCED, couvrant environ 49 000 produits ventilés par gamme de prix, l'analyse de l'espace des produits permettra d'identifier ceux qui correspondent le mieux aux atouts et capacités actuels du pays, tout en mettant en évidence les produits et secteurs connexes à développer.
3. **Consultations avec le secteur privé**, afin de valider les résultats des analyses de la complexité économique et d'identifier le portefeuille de produits qui pourraient être produits de manière réaliste dans le pays, sur la base des capacités productives existantes. Sur cette base, les parties prenantes pourront prioriser les produits présentant une complexité économique et un potentiel d'exportation supérieurs à la moyenne, en cohérence avec les priorités nationales.
4. **Identification d'instruments de politique publique ciblés**, et des cadres institutionnels et réglementaires nécessaires pour soutenir la création de valeur stratégique et la diversification, à partir d'une sélection prioritaire de produits à développer. L'accent sera mis sur des domaines tels que le commerce, l'investissement, la technologie et les compétences, la concurrence, l'environnement, les politiques sociales et financières, ainsi que la coordination interministérielle.
5. **Diffusion des recommandations aux niveaux national et régional**, notamment par l'intermédiaire des équipes de pays des Nations Unies et lors de réunions intergouvernementales pertinentes, y compris celles de la CNUCED.

⁵ https://unctad.org/system/files/official-document/ditccom2023d2_en.pdf

⁶ <https://www.un.org/en/climatechange/critical-minerals>



Livrables

Le principal livrable sera un rapport final, comprenant :

- **Diagnostic de la structure productive** : évaluation de la production nationale à partir de données nationales pertinentes.
- **Analyse de la complexité économique et de l'espace des produits** : identification de nouveaux produits et secteurs présentant un potentiel de diversification.
- **Portefeuille de produits fondé sur les ateliers et consultations multipartites** : résultats validés et secteurs prioritaires.
- **Recommandations stratégiques** : recommandations visant à l'attraction des investissements, l'innovation et les politiques industrielles afin de soutenir la diversification économique.

Partenaires

La mise en œuvre du projet reposera sur des partenariats avec les ministères concernés, les chambres de commerce, d'industrie et des mines, les instituts industriels, les universités et les centres de formation professionnelle afin de mobiliser une expertise sectorielle et d'appuyer la validation des produits et des secteurs prioritaires. Elle sera menée en étroite collaboration avec des institutions régionales et internationales, notamment le Centre africain de développement minier (CADM), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entre autres.

Calendrier

Le projet devrait être achevé en moins de 12 mois et comprendra trois missions dans le pays au cours de cette période :

Mission 1 – novembre 2026 : Consultations initiales pour identifier les principaux acteurs, définir les priorités de développement et préparer et valider le traitement des données en vue de leur analyse.

Mission 2 – novembre et décembre 2026 : Organisation d'ateliers multipartites pour présenter et valider les premiers résultats.

Mission 3 – mai ou juin 2027 : Présentation du rapport final et organisation d'ateliers de validation avec les parties prenantes.



Contacts

M. Clovis FREIRE JUNIOR

Chef de la Section des produits de base extractifs
Service des produits de base
Division du commerce international et des
produits de base
CNUCED
freire@un.org

Mme Claudine SIGAM

Chargée des affaires économiques
Service des produits de base
Division du commerce international et des
produits de base
CNUCED
sigamc@un.org